

Des juniors pour l'Europe

Quel avenir pour les jeunes diplômés ?

samedi 22 mai 2010

Dans un article publié le 21 mai 2010 sur le site www.fenetreeurope.com et que nous reproduisons ici, Michel CLAMEN, directeur du Master de relations européennes et lobbying à l'Institut catholique de Paris, explique que la conjoncture est certes difficile, mais que l'Union européenne même si elle devait éclater resterait un gisement d'emploi considérable pour les lobbyistes : quelles que soient les situations nouvelles qui se présentent et obligent à des changements et adaptations, "autant de travail pour les législateurs, autant de travail pour les lobbyistes"...

Des juniors pour l'Europe

Vendredi 21 mai 2010

Source : www.fenetreeurope.com/php/page.php?section=chroniques&id=0591

Le projet européen a suscité de nombreux métiers, qui ne se limitent pas à la fonction publique internationale : presse, linguistique, lobbying... Des formations universitaires y préparent. Malgré les doutes qui planent en ces temps de crise, elles constituent un investissement d'avenir.

Au delà de la fonction publique internationale, la construction européenne a suscité nombre de métiers, qui dépassent le cadre des Institutions, tout en restant à leur contact : activités de presse, rôles linguistiques, mais aussi relations entre décideurs publics et milieux privés - en un mot, le lobbying - se sont développés à Bruxelles et dans les capitales. Autant de gisements d'emplois pour les jeunes diplômés. Du coup, les formations spécialisées se sont multipliées : chaque faculté, profitant du système L-M-D, a ouvert des « Bac+5 » à vocation professionnelle. L'Europe et les activités liées n'ont pas été oubliées.

Les débouchés sont-ils à la hauteur ? Dans l'absolu, oui. Comme on le sait, Bruxelles est, en matière de presse, une des deux plus importantes concentrations de journalistes au monde ; le service de traduction-interprétation des Institutions est plus nombreux que celui de l'ONU ; quant au lobbying, il est omniprésent à Bruxelles, où il représente aujourd'hui environ 20 000 emplois à temps plein.

Cependant, à plus court terme, il ne faut pas se masquer les réalités : pour les juniors qui cherchent à valoriser un diplôme récent, le monde est dur. A propos des diplômés de 2009, on a pu parler de « promotion sacrifiée ». Sans aller jusque là, les difficultés sont réelles et, comme tous les autres, les « diplômés Europe » subissent les conséquences de la crise : les grands groupes internationaux ne recrutent presque pas, soumis qu'ils sont aux contraintes économiques et sociales ; les syndicats professionnels (et, à Bruxelles, les confédérations européennes de branche) font un peu mieux, car ils continuent de bénéficier des mêmes moyens de la part de leurs adhérents ; restent les cabinets de conseil en European public affairs, qui demeurent actifs, mais exigent presque tous une première période probatoire, par exemple sous la forme du « contrat d'insertion » prévu par la loi belge .

Dans cette conjoncture très dégradée (elle l'est pour tous les diplômés universitaires), que recommander à cette « génération difficile » ? cultiver ses relations personnelles, pour préserver son réseau ; accepter, dans une certaine mesure, de moindres exigences (en stabilité, en salaire), maintenir ses atouts linguistiques... sont des conseils de bon sens.

Cependant, des doutes peuvent s'introduire quant à la pérennité du projet européen. Un diplôme spécialisé dans ce domaine est-il encore de saison ? Ne s'agit-il pas d'une voie de garage ? Nous répondons résolument non.

D'abord, parce que nous croyons toujours à l'avenir commun. Dans la crise actuelle, face à l'ambition mondiale d'autres blocs, l'effort vers l'union n'a jamais été aussi nécessaire. Nous refusons le scénario du pire : l'Europe éclate, la zone euro part en lambeaux...

Pourtant, envisageons un instant cette hypothèse : quel que soit le devenir de notre construction, les sujets de fond demeureront, qu'il faudra bien continuer d'assumer. Comment imaginer que la plupart de nos 27 pays, même politiquement et économiquement séparés, n'aient plus pour souci de mieux maîtriser l'environnement ? et comment le faire, sinon en commun ? Il faudra bien continuer d'agir ensemble. Et il en sera de même pour l'énergie, les transports, le commerce international... Dans d'autres cas, le retrait d'un pays-membre du grand marché poserait de tels problèmes - douaniers, budgétaires, monétaires, fiscaux ... - qu'il faudrait des années avant d'arriver à un nouvel équilibre dans les échanges. Autant de travail pour les législateurs, autant de travail pour les lobbyistes.

L'activité européenne a donc encore de l'avenir et, même par ces temps particulièrement sombres, personne ne peut annoncer son déclin. Longtemps encore, on aura besoin de juniors formés à la logique de la décision en commun, à la concertation internationale, à la communication avec les décideurs, et tout cela en plusieurs langues. Au delà d'une période difficile, les diplômés en relations européennes ont de beaux jours devant eux.

Le cap actuel est difficile à passer, voyons au delà. Le choix d'un diplôme, qui détermine au moins le début d'une carrière, est un acte grave. Viser l'Europe constitue un investissement d'avenir

Michel CLAMEN est Directeur du Master de relations européennes et lobbying à l'Institut catholique de Paris, www.icp.fr

P.-S.

Sur le site d'Adéquations :

- [Vue d'ensemble de notre rubrique "Action lobbying"](#)
- [Liste de tous les articles consacrés à ce thème](#)